



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement

Cayenne, le

21 MAR 2013

Service prospective connaissance évaluation

Unité évaluation et éducation  
environnementales

Nos réf. : UEEE/AC/2013 n° 94  
Affaire suivie par Annie CARPENTIER

## Avis de l'autorité environnementale

### 1. Présentation du projet

**Projet :** Projet de centrale photovoltaïque au sol  
**Localisation :** Lieu dit Savane Lambert à Montsinéry-Tonnegrande  
**Demande du :** 3 janvier 2013 de la société EDF EN Outre Mer

### 2. Cadre juridique

Selon l'article R122-13 du Code de l'environnement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, donne son avis sur le dossier d'étude d'impact.

Le présent avis, transmis au pétitionnaire, est joint au dossier d'enquête publique. Il porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier sur la prise en compte de l'environnement dans le projet.

### 3. Les enjeux identifiés par l'autorité environnementale

Le projet présenté par la société EDF EN Outre Mer est situé dans une savane naturelle, à proximité du bourg de Montsinéry, en bordure de la route départementale 14. La parcelle a une surface de 28 hectares, dont 7,8 seront occupés par le projet photovoltaïque.

Les principaux enjeux susceptibles d'être impactés par le projet sont :

- les milieux naturels, la faune et la flore ;
- la consommation d'espaces naturels et agricoles ;
- les paysages.

### 4. Qualité de l'étude d'impact

#### Articulation du projet avec les plans et programmes concernés

Le dossier présente les différents documents de planification opposables au projet :

- schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)
- plan local d'urbanisme de Montsinéry-Tonnegrande (PLU)
- schéma d'aménagement régional (SAR)
- schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE)

Par rapport aux différents plans et programmes, l'étude met en évidence de manière satisfaisante leur prise en compte et leur compatibilité.

## État initial

### 1. Inventaire floristique

L'étude indique que 82 espèces végétales ont été identifiées (page 53) et qu'aucune n'est protégée (page 55). Pourtant, la liste exhaustive des espèces végétales présentée en page 54 ne liste que 72 espèces réellement identifiées (et donc nommées) et 5 noms de genres (espèces non identifiées). Au total 77 taxons sont cités et 72 espèces végétales seulement sont identifiées au lieu des 82 espèces annoncées plus haut. En outre, en annexe, le complément d'étude flore cite quant à lui 83 espèces identifiées sur la savane Lambert, et non 82.

Par conséquent, 10 voire 11 espèces n'ont pas été identifiées et il semble alors impossible d'affirmer qu'aucune espèce protégée, patrimoniale ou rare n'est présente sur le site.

Certaines espèces sont citées en page 53 de l'étude d'impact comme abondantes ou communes sur la savane Lambert : *Lycopodiella cernua*, *Rhynchospora curvula* et *Curatella americana*. Pourtant aucune de ces trois espèces n'est citée comme inventoriée sur la savane Lambert (ou sur la parcelle n°1) dans les tableaux récapitulatifs en page 54 et en pages 156 à 158. *Curatella americana* n'a d'ailleurs été inventoriée sur aucune des 3 parcelles de l'étude globale.

Le pétitionnaire précise qu'un inventaire complémentaire a été réalisé en saison sèche (précisément en octobre 2009) notamment pour vérifier la présence d'orchidées. Or les orchidées de savane, notamment l'orchidée protégée *Habenaria lepriurii*, sont plutôt identifiables sur le terrain entre février et mai. Cette remarque s'applique aussi à *Drosera cayennensis*, espèce protégée facilement détectable mais uniquement entre janvier et février. Il semble donc que les efforts d'inventaire botanique ne soient pas suffisants pour conclure à l'absence d'espèce protégée sur le site, d'autant que selon le cortège floristique trouvé, il est tout à fait probable qu'*Habenaria lepriurii* et *Drosera cayennensis* soient présentes sur le site.

Le dossier n'indique pas qu'une savane située à environ un kilomètre du site du présent projet abrite une population de *Radiella vanessiae*. Il s'agit de la seule station au monde connue pour cette espèce endémique de bambou nain. Il convient de s'assurer que celle-ci n'est pas présente sur le site du projet.

### 2. Intérêt écologique de la savane Lambert

Il n'y a pas de véritable analyse de l'intérêt écologique de cette savane au regard de sa composition floristique.

La partie « flore » de l'état initial qualifie de « limitée » la richesse végétale de la parcelle étudiée. Or, le cortège avifaunistique laisse supposer que cette savane est en relativement bon état de conservation et certaines espèces végétales sont caractéristiques de savanes bien conservées comme *Lagenocarpus rigidus*.

### 3. Sensibilité floristique du site

Le bilan de la sensibilité floristique se base sur des critères définis en page 59. Ces critères donnent une place trop importante à la présence d'espèces végétales protégées et au nombre d'espèces inventoriées sur le site. Or, la présence d'une ou plusieurs espèces protégées n'est pas à elle seule, un critère pertinent pour définir la sensibilité floristique d'un site, pas plus que le nombre d'espèces inventoriées ne serait un critère pertinent pour juger de l'état de conservation d'une savane.

La stratégie d'inventaires naturalistes (faune et flore) retenue par le pétitionnaire ne permet pas d'évaluer les enjeux écologiques de ce secteur. Par conséquent, l'ensemble des éléments cités ci-dessus incitent l'autorité environnementale à recommander un complément à l'inventaire floristique accompagné d'une analyse de l'état de conservation et de l'intérêt de cette savane.

#### 4. Enjeux faunistiques

Les savanes hébergent des espèces animales qui leur sont inféodées. Cela est vrai pour les oiseaux, les reptiles et les amphibiens. Il semble donc indispensable de réaliser un inventaire amphibiens/reptiles (par des herpétologues compétents) de ce secteur, en saison des pluies, pour compléter l'analyse des enjeux du site.

L'autorité environnementale recommande compléter l'étude faunistique, les enjeux herpétologiques n'ayant pas été identifiés, faute d'inventaire herpétologique à proprement parler.

#### **Dispositions du projet au regard de la loi sur l'eau**

L'étude d'impact vaut notice d'incidence au titre de la loi sur l'eau.

Si la surface totale de la parcelle AX-133 est bien de 28 hectares, il semble y avoir une confusion dans l'ensemble de l'étude sur la surface de l'emprise du projet. Celle-ci est donnée de 9,7 hectares (page 45) puis passe subitement à 7,8 hectares en page suivante. En tout état de cause, si la surface du bassin versant intercepté ajoutée à celle du projet est effectivement de 16,4 hectares (page 12) le dossier sera soumis au régime de déclaration de la loi sur l'eau, en application des articles R.214-1 et R.124-2 du code de l'environnement.

Ce régime de procédure est également appliqué au titre de la rubrique 2.1.5.0 (*rejet d'eaux pluviales dans le milieu*) de l'article R214-1 du même code. Or, le pétitionnaire ne retient qu'une surface imperméabilisée de 667 m<sup>2</sup>, considérant que les panneaux photovoltaïques ne contribuent pas à l'imperméabilisation du sol. Or, les panneaux photovoltaïques modifient le coefficient d'infiltration et de ruissellement de la zone. La vitesse d'écoulement des eaux pluviales et le débit associé seront donc différents de l'état initial, surtout si la « régularisation des pentes » prévues en phase de chantier (p.85) est importante. La mise en place de bassins de rétention peut donc s'avérer nécessaire : Leur dimension pourra alors être calculée si les débits actuels des criques bordant la parcelle, exutoires actuels et après travaux, sont évalués.

L'étude floristique a permis d'inventorier un cortège d'espèces végétales qui sont présentées comme des espèces communes caractéristiques des savanes. Dans cette liste, huit espèces caractéristiques des zones humides en Guyane ont été identifiées (*Bactris campetris* - Arecaceae, *Fuirena umbellata*, *Hypolytrum pulchrum*, *Rhynchospora holoschoenoides* - Cyperaceae, *Drosera capillaris* - Droseraceae, *Utricularia hispida* - Lentibulariaceae, *Acisanthera bivalvis* - Melastomataceae, *Polygala timoutou* – Polygalaceae).

La présence de ces espèces doit être analysée notamment en terme de densité et d'étendue. L'étude doit aussi démontrer si ces espèces sont, ou non, révélatrices de la présence de zones humides. Cela pourrait faire entrer le projet dans la rubrique 3.3.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement (*Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais*).

Ces points devront être précisés.

#### **Détermination des impacts**

Le dossier présente le site comme une savane « perturbée », après la détection de passage de bovins et de véhicule sur le terrain. Cette présentation influe sur la qualification de la sensibilité floristique jugée « moyenne ».

Cependant, les impacts bien plus conséquents de l'ensemble du projet sur la flore sont largement sous estimés : L'étude d'impact sous-entend que les impacts seront parfaitement compensés par les quelques mesures proposées.

Or, les impacts du projet dans ses phases successives seront à minima :

- coupe de la végétation, sûrement par des tracteurs (cela n'est pas précisé), d'où un tassement du sol, pour faciliter le passage des engins en phase travaux ;
- creusement de tranchées pour les réseaux et les installations en phase travaux ;

- circulation d'engins pendant les travaux sur l'ensemble de la parcelle pour transporter les panneaux et leur support en phase de travaux ;
- panneau générant de l'ombre sur une grande partie du site en phase d'exploitation ;
- camions citernes (et sûrement autres engins) circulant au moins deux fois par mois dans les allées de 3 m entre les panneaux en phase d'exploitation (page 106).

Les impacts de ces travaux et des installations seront considérables sur les milieux naturels (flore en particulier). Il est clair que le sol sera tassé et déstructuré, et surtout que la végétation de savane disparaîtra.

Par conséquent, les mesures proposées sur le milieu physique et sur le milieu naturel (synthèse pages 93/94 et 101/102) ne permettront pas de réduire totalement ou de compenser ou de rendre non significatifs les impacts du projet sur le sol et surtout sur la flore. Cela nécessite donc la proposition de véritables mesures compensatoires, d'autant qu'à l'avis de spécialistes, on ne sait pas recréer des savanes en Guyane.

Enfin, les risques (incendie notamment) induits par la présence des batteries ne sont pas abordés.

## **5. Justification du projet**

Les justifications ont bien pris en compte les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national à savoir : meilleures technologies disponibles, réduction du risque à la source, changement climatique, biodiversité, paysages, ressources (énergie, eau, matériaux), santé publique...

Toutefois, la justification du projet se base sur une analyse de l'état initial du site manifestement incomplète, et sur une description des impacts qui minore visiblement la réalité du projet, qui conduira inévitablement à détruire la flore et la faune de l'aire d'implantation des panneaux photovoltaïques.

Compte tenu des enjeux portant sur les savanes, l'étude d'impact devrait mieux justifier le parti retenu.

## **6. Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser les impacts**

### **Impact sur la biodiversité**

Les mesures compensatoires doivent se traduire par la création d'une additionnalité écologique par rapport à l'état initial du site. Or en l'espèce, les mesures présentées se contentent de faire référence à des éléments déjà existants et ne revêtent donc pas un caractère additionnel adéquat.

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts devront être analysées à la lumière des compléments apportés à l'étude d'impact, sur le volet état initial et impacts du projet. Notamment, les effets cumulatifs des deux projets EDF En (projet Toucan et projet savane Lambert) doivent faire apparaître des mesures compensatoires à la hauteur des effets cumulés sur ces deux savanes.

### **Impact sur les paysages**

L'analyse paysagère souligne que les savanes sont des paysages à enjeux dans la mesure où elles représentent les rares paysages ouverts et dégagés de l'unité paysagère « Mosaïque littorale ». Or, le projet entraînera une altération de ce type de paysage et la plantation d'une haie, si elle réduit la visibilité de la centrale photovoltaïque depuis la route, ne permet pas à proprement parler, d'intégrer le projet dans son environnement paysager.

La plantation d'une haie ne corrigera pas l'effet de rupture mais cachera simplement la centrale de la vue des usagers du territoire. Cet effet de rupture persistera pendant toute la vie du projet. Malgré cet effort de réduction, cet impact paysager, qui ne semble pouvoir être évité en raison de la localisation du projet en bord de route, doit faire l'objet d'une mesure compensatoire complémentaire, pour que le parc photovoltaïque ne « surgisse » pas à la vue des usagers s'il est implanté trop près des axes de visibilité (retrait...).

## **7. Conclusion**

L'analyse des impacts présente certaines insuffisances qui ne permettent pas d'apprécier convenablement la prise en compte de l'environnement dans le projet.

L'autorité environnementale recommande de préciser l'état initial, au travers notamment de compléments sur l'étude floristique, sur l'étude faunistique et herpétologique, et sur l'existence d'une zone humide.

Les impacts réels semblent sous-estimés (destruction probable d'une partie de la savane), de sorte que les mesures proposées pour supprimer, et si possible réduire ou compenser ces impacts doivent être complétées.

**Le directeur-adjoint**



**Joël DURANTON**

1. 1000

2. 1000